

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Documents spéciaux à divers pays. Angleterre. Situation financière d'après le Statistical abstract

Journal de la société statistique de Paris, tome 1 (1860), p. 25-27

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1860__1__25_0

© Société de statistique de Paris, 1860, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

2° DOCUMENTS SPÉCIAUX A DIVERS PAYS.

Angleterre. — Situation financière d'après le Statistical abstract.

Dans la période 1845-1859 (15 ans), le budget anglais s'est liquidé neuf fois par un excédant de recettes (en 1845, 46, 49, 50, 51, 52, 53, 57 et 58); six fois par un excédant de dépenses (en 1847, 48, 54, 55, 56, 59). Le revenu net (déduction faite des frais de perception) a oscillé entre 51 millions de livres sterling (la livre sterling = 25 fr.), en 1851, année de paix, et 68 millions en 1856, année de guerre. De ce chiffre, il est descendu, par suite du rappel ou de la diminution des taxes de guerre, d'une moindre émission de billets et de bons de l'Échiquier, et de la suppression des ressources extraordinaires provenant des emprunts, à 66 millions de liv. sterl. en 1857; à 61 $\frac{1}{2}$ millions de liv. sterl. en 1858; à 61 $\frac{1}{2}$ millions liv. sterl. en 1859. — Les dépenses (déduction faite des frais de perception) se sont accrues ou réduites dans les mêmes conditions et sous l'influence des mêmes causes. Après avoir flotté de 1845 à 1853, entre 49 $\frac{1}{2}$ millions (minimum en 1845) et 54 $\frac{1}{2}$ millions (maximum en 1847), elles se sont élevées à 60 millions en 1854; à 84 $\frac{1}{2}$ millions en 1855, pour descendre dans les 4 années suivantes, à 78, 66, 60 $\frac{1}{2}$, et 63 $\frac{1}{2}$ millions en 1859. La somme des excédants de recettes, dans cette période de 15 années a été de 20,904,095 liv. st., et celle des excédants de dépenses de 40,227,341 liv. st. ou de près du double.

Tous les revenus de l'État se sont accrues dans le même intervalle, malgré des réductions nombreuses et considérables des droits de douanes, d'accise et de poste. Le produit des droits de douane n'a cessé notamment de s'élever, malgré l'application sur une échelle inconnue jusque-là, des principes du libre échange. De 20 millions en 1845, il s'est élevé par des accroissements successifs et presque réguliers, à 23,568,981 liv. st. en 1859. C'est, d'ailleurs, et de beaucoup, l'élément le plus considérable du budget des recettes. Après le produit des douanes vient, par ordre d'importance, celui de l'accise, qui est un droit de consommation sur divers objets de consommation fabriqués à l'intérieur. De 13 $\frac{1}{2}$ millions en 1845, le montant de l'accise s'est élevé, en 1859, à un peu plus de 18 millions. Le timbre et l'enregistrement, malgré de fortes réductions de tarifs, ont fourni à l'Échiquier, en 1845 et 1859, une somme à peu près égale (7 $\frac{1}{2}$ millions). Seul le produit des taxes somptuaires a diminué. Ce produit, après des variations insignifiantes de 1845 à 1850, entre, à partir de cette année, dans une période d'affaiblissement très-marqué, pour ne se relever légèrement qu'en 1859, où il figure au budget anglais pour une somme de 3 millions. Le montant de la taxe sur le revenu et la propriété s'est accru ou a diminué selon que la quotité du droit a été élevée ou abaissée. C'est dans les trois années de guerre 1855-1857, qu'elle a donné les ressources les plus considérables (13.7, 15.7 et 14.8 millions). Elle ne figure plus au compte rendu de l'exercice 1859 que pour 5.9 millions. Les produits de la poste se sont accrues sans relâche, et aujourd'hui l'État a retrouvé à peu près le même revenu net qu'avant la réforme, c'est-à-dire, 1 $\frac{1}{2}$ million. Le domaine, mieux et surtout plus économiquement administré, a vu plus que doubler, en 1859, la recette qu'il versait au trésor en 1845 (282,000 au lieu de 120,000 liv. st.). La vente des matériaux et approvisionnements de guerre de toute nature accumulés, de 1854 à 1856, dans les ports et arsenaux, à l'occasion de la guerre d'Orient, a fourni, en 1857, 1858 et 1859, des ressources extraordinaires et supérieures de près du double à la moyenne des onze années précédentes. Quant aux recettes nettes totales réalisées par l'Échiquier dans cette période de 15 années, après des oscillations de 1 ou 2 millions environ, de 1845 à 1852, elles sont entrées, à partir de 1853, dans une phase d'accroissement très-marqué, déterminée surtout par la guerre d'Orient. En 1859, l'Échiquier a reçu une somme nette de 61 $\frac{1}{2}$ millions ou 1,525 millions de francs.

Le budget des dépenses de l'Angleterre, comme de tout autre pays, comprend trois grandes catégories : le service de la Dette consolidée ou flottante; l'Administration et l'Armée. L'intérêt de la dette consolidée a peu varié de 1845 à 1859. Il est d'ailleurs sensiblement le même pour ces deux années (27,827,265 et 27,797,244 fr.), malgré les emprunts

de 1854 à 1857. Quant à la dette flottante (billets et bons de l'Échiquier), elle a varié selon les besoins budgétaires, entre 368,651 liv. st. en 1853, et 1 million en 1856. Elle est descendue à 575,172 liv. st. en 1859. Les frais du gouvernement civil ont suivi une progression ascendante très-marquée. De 5 1/3 millions en 1845, nous les voyons s'élever graduellement à 9 1/3 millions en 1859. Ce fait parait devoir s'expliquer, en partie par la formation de nouvelles administrations centrales et le développement des attributions des anciennes, résultat du progrès marqué de la centralisation en Angleterre; en partie par la mise à la charge du budget de l'État de dépenses acquittées antérieurement par les budgets provinciaux. Mais ce sont surtout les dépenses militaires dont le chiffre s'accroît sans relâche. L'armée, qui n'avait coûté que 8 1/3 millions en 1845, en a absorbé 14 1/3 millions en 1859, et dépensera très-probablement 16 millions en 1860. Même observation pour la marine. Elle n'avait figuré au budget que pour 6 1/3 millions en 1845; 11 millions lui ont été consacrés en 1859, et cette somme énorme s'accroîtra de 3 millions environ en 1860-1861. Ce qui n'empêche pas l'Angleterre de dénoncer au monde entier les prétendus armements extraordinaires de la France. Voici, au surplus, la vérité sur ce point : En France, le budget de la guerre s'est élevé de 302 millions de francs, en 1845, à 369 1/3 millions en 1858; celui de la marine de 114 1/10 millions en 1845, à 135 1/10 millions en 1858. La différence, comme on voit, est très-grande.

C'est peut-être ici le cas de rapprocher sommairement les recettes et les dépenses des deux pays, et de montrer leurs dissemblances et leurs analogies. Pour rendre cette comparaison plus exacte, nous choisirons l'année 1853, année régulière, normale, pendant laquelle l'Europe a joui d'une paix profonde, qui paraissait ne devoir pas être troublée de longtemps.

Les *taxes indirectes*, comprenant les douanes, l'accise, le timbre et l'enregistrement, ont produit cette année, en Angleterre, un peu plus de 1 milliard ou 79 p. 100 du total des recettes. Cette somme se décompose ainsi qu'il suit en monnaie française :

	Millions.	5 p. 100.
Douanes	522.5	38.40
Accise	383.4	28.18
Timbre et enregistrement . . .	174.4	12.82

Les *taxes directes*, comprenant les taxes somptuaires, l'impôt sur le revenu et la taxe sur la propriété, ont donné les produits ci-après :

Taxes somptuaires	78.8	5.79
Taxe sur le revenu et foncière.	139.7	10.27

Les *recettes diverses* :

Poste	27.6	2.03
Produits domaniaux	10.5	0.77
Recettes essentielles diverses .	23.7	1.74

Totaux 1,360.6 100.00

Ainsi, tandis que sur une recette nette de 1361 millions, les taxes indirectes ont rapporté plus d'un milliard ou 79 p. 100, le montant des taxes directes n'a pas dépassé 218 1/3 millions ou 16 p. 100.

En France, les recettes, autant que possible de même nature, se classent ainsi qu'il suit par ordre d'importance, en 1853, déduction faite des droits de perception et d'exploitation.

Contributions indirectes :

	Millions.	P. 100.
Douanes	124.2	9.45
Revenus indirects proprement dits . .	311.0	23.65
Timbre et enregistrement.	274.6	20.89

709.8 53.99

Contributions directes.

410.3 31.22

Recettes diverses :

Poste	16.5	1.26
Domaines	46.7	3.56
Produits et revenus divers	58.0	4.03

121.2 8.85

Totaux 1241.3 100.00

On voit qu'en France ce sont également les contributions indirectes qui fournissent aujourd'hui les ressources les plus considérables au trésor, puisqu'elles produisent 54 p. 100 du total des recettes et les contributions directes seulement 31 p. 100. Ce résultat, qui ne remonte qu'à quelques années, est dû aux progrès de la richesse publique, et par suite, à l'accroissement rapide des consommations de toute nature. On peut même dire qu'avec le

maintien de la paix, cette prédominance du rôle des taxes indirectes dans nos recettes, en présence de la presque immobilité de l'impôt foncier, se caractérisera chaque année davantage. Toutefois, pendant que les taxes directes n'ont donné en Angleterre que 16 p. 100 de la recette totale, elles ont contribué à la recette totale en France pour 31 p. 100. Ce revenu, assis en France sur le sol, participe de sa fixité et n'est pas sujet, comme la taxe sur le revenu par exemple, à des oscillations déterminées par les circonstances qui élèvent ou abaissent les bénéfices du commerce et de l'industrie. Quant à la taxe foncière en Angleterre, on sait que son assiette n'a pas été modifiée depuis le milieu du dix-septième siècle. Elle produit une somme fixe de 83 1/2 millions.

La comparaison des dépenses des deux pays en 1853, s'établit ainsi qu'il suit.

En 1853, les dépenses du Royaume-Uni ont été de 4,279,371,000 fr. et se sont réparties entre les divers services dans les proportions ci-après :

	Millions.	P. 100.
Dette consolidée	685 9	} 54 76
Dette flottante	9 2	
Liste civile, dotation et administration civile . .	176 1	14 22
Armée	242 1	} 31 02
Marine.	165 0	

Voici les dépenses *autant que possible* analogues pour la France :

	Millions.	P. 100.
Dette consolidée (amortissement compris) . . .	287 9	} 31
Intérêts et amortissement de certains emprunts.	10 3	
Dette flottante et intérêts des cautionnements. .	33 7	
Rentes viagères et pensions	46 2	} 31
Dotations et administration	385 7	
Armée.	323 0	} 38
Marine.	102 8	

D'après les documents qui précèdent, le rapport entre chaque grand groupe de dépenses s'établirait ainsi qu'il suit entre les deux pays.

	Dette publique.	Dotations et dépenses de l'ordre civil.	Dépenses militaires.	Total.
Angleterre. . .	54	14	32	100
France.	31	31	38	100

Il résulte de ces chiffres que l'administration intérieure coûte sensiblement plus cher en France qu'en Angleterre. Mais il importe de savoir qu'en France, le budget de l'État est obligé de satisfaire à des besoins auxquels il reste étranger de l'autre côté du détroit. Ainsi, dans le Royaume-Uni, 1° le clergé est rétribué sur le produit de la dime et des biens de l'Église; 2° l'État n'intervient dans les dépenses de l'instruction publique que sous la forme de subvention à l'instruction primaire et seulement au profit des écoles qui consentent à se laisser inspecter par ses agents; 3° les travaux publics, dont la part est si grande dans nos dépenses publiques, ne figurent que pour une somme très-minime au budget anglais, qui n'a point à pourvoir à l'entretien des routes, canaux et ports de commerce; 4° l'agriculture et le commerce ne sont l'objet d'aucun encouragement officiel en Angleterre, sauf peut-être une faible prime pour les pêcheries; 5° une grande partie de la justice civile et criminelle est rendue gratuitement par les juges de paix, choisis parmi les propriétaires fonciers les plus considérables des comtés; 6° l'administration provinciale est entre les mains des mêmes magistrats qui y pourvoient gratuitement, le gouvernement n'étant pas représenté, comme en France, dans les comtés et les paroisses, par des agents de son choix et rétribués, pour la plupart, directement par l'État; 7° enfin en chargeant les banques d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse, moyennant une prime déterminée, de l'encaissement de l'impôt, du service de la dette et du paiement, sur mandats délivrés par les ordonnateurs, des dépenses publiques, l'État s'est exonéré, en Angleterre, d'une notable portion des frais qu'entraîne notre système de perception et de trésorerie. La conclusion à tirer des faits qui précèdent, c'est que les budgets des deux pays diffèrent essentiellement au point de vue de la nature de leurs recettes et de leurs dépenses, toute comparaison à ce sujet ne saurait conduire à un résultat vraiment utile, vraiment pratique.

(La suite au prochain numéro.)

A. L.

Le gérant, O. BERGER-LEVRAULT.

